

SOS LH 626/3

961

(1939-40)

A

Accord spécial S.N.C.F.-Algérie pour la création d'un compte  
courant de trésorerie ouvert au nom des C.F.A. dans les  
écritures S.N.C.F.-

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	2. 2.39
Réponse S.N.C.F.	17. 3.39
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	11. 1.40
Réponse S.N.C.F.	13. 3.40
Lettre S.N.C.F. au G <sup>r</sup> G <sup>l</sup> de l'Algérie	13. 3.40

961  
Accord spécial S.N.C.F.-Algérie pour la création d'un compte courant de trésorerie ouvert au nom des C.F.A.  
dans les écritures S.N.C.F.



Le Président du  
Conseil d'Administration

le 13 mars 1940.

D 9.239.710/10

C O P I E

Monsieur le Gouverneur Général,

L'article 4 de la Convention passée le 31 décembre 1938 entre le Gouvernement Général de l'Algérie et la S.N.C.F. prévoit que les conditions de fonctionnement du compte courant de trésorerie ouvert au nom des Chemins de fer algériens dans les écritures de la S.N.C.F. seront réglées par un accord spécial.

Les modalités de fonctionnement suivantes ont été soumises par nos soins au Ministre des Travaux Publics, qui, par dépêche du 11 janvier 1940, dont copie ci-jointe, nous a fait connaître qu'elles n'appelaient aucune observation de sa part :

1° - Il est ouvert dans les écritures de la S.N.C.F. un compte courant à vue au nom des Chemins de fer algériens.

2° - Les dates de valeur à attribuer aux opérations passées en compte sont les suivantes :

a) Pour les règlements effectués par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre au profit d'un tiers : le 15 du mois de règlement;

b) Pour les encaissements effectués par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre : le 15 du mois de l'encaissement;

c) Pour les opérations intéressant exclusivement les deux Administrations (prestations de services ou fournitures) le 15 du mois d'établissement des factures;

d) Pour les versements à valoir en compte effectués par les C.F.A. : la date effective de l'encaissement par la S.N.C.F.;

e) Pour la prise en compte d'annuités financières ou de charges d'emprunt : les dates d'échéance de ces opérations.

3° - Le taux d'intérêt alloué par la S.N.C.F. sur le solde créditeur du compte est égal au demi-taux d'escompte de la Banque de France.

Monsieur le Gouverneur Général de l'Algérie.

.....

Les chemins de fer Algériens disposent de la possibilité de bloquer partie des sommes figurant au crédit du compte pour une durée déterminée, à un taux en accord avec les Services Financiers de la S.N.C.F., selon les conditions du marché.

4° - Le compte devra toujours présenter un solde créditeur. Si, à titre tout à fait accidentel, il faisait ressortir un solde débiteur, ce solde porterait intérêt au profit de la S.N.C.F., au taux des avances sur titres de la Banque de France, majoré de 2%; la S.N.C.F. se réservant toutefois, dans un tel cas, le droit de clôturer le compte à tout moment.

5° - Le compte fera l'objet d'un arrêté semestriel. Les intérêts résultant de cet arrêté seront portés au compte, valeur du premier jour du mois du semestre suivant.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître si vous donnez votre accord aux dispositions ci-dessus.

J'ajoute qu'en réponse au dernier alinéa de la dépêche ministérielle précitée, nous avons fait connaître, au Ministre, que nous n'envisageons pas de demander pour l'année 1940 une augmentation de la somme forfaitaire de 300.000 fr destinée à rémunérer la S.N.C.F. du concours prêté par ses Services aux Chemins de fer Algériens.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur Général, l'hommage de ma haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : GUINARD.



161

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

---

LE PRÉSIDENT  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

D 9.239.310/10

COPIE

13 mars 1940

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 11 janvier dernier (Direction Générale des Chemins de fer - 1er Bureau) par laquelle vous avez bien voulu donner votre approbation à la Convention conclue le 31 décembre 1938 avec le Gouvernement Général de l'Algérie et à l'accord spécial fixant les conditions de fonctionnement du compte-courant de trésorerie ouvert au nom des chemins de fer algériens dans les écritures de la S.N.C.F.

Pour répondre à la remarque qui fait l'objet du dernier alinéa de cette dépêche, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le chiffre de la contribution forfaitaire réclamée aux chemins de fer algériens a été déterminé en tenant compte des concours d'ordre technique et administratif à fournir principalement par les hauts fonctionnaires de la S.N.C.F., comme l'indiquait ma lettre D 830/1 du 17 mars 1939. L'indemnité de trafic accordée depuis le 1er janvier 1940 s'applique seulement au traitement liquidable des fonctionnaires de ce rang ; elle représente par conséquent une augmentation bien inférieure à 5 %.

Dans ces conditions, il ne nous paraît pas opportun de demander, tout au moins pour le moment, une augmentation du taux forfaitaire de 300.000 fr qui a été fixé.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil  
d'Administration

Signé : GUINAUD.

981

C O P I E D 9239310/10

faite le 16/1/40

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
des  
TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

Paris, le 11 janvier 1940

1<sup>er</sup> Bureau

LE MINISTRE

À Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer Français  
(Services Financiers)

En vertu de l'article 4 de la Convention passée le 31 décembre 1938 entre le Gouvernement Général de l'Algérie et la S.N.C.F., un accord spécial a été conclu en vue de fixer les conditions de fonctionnement du compte courant de trésorerie ouvert au nom des chemins de fer algériens dans les écritures de la S.N.C.F.

D'autre part, l'article 5 de la Convention a fixé pour 1939 à 500.000 francs la rémunération forfaitaire que les C.F.A. doivent payer à la S.N.C.F.

En réponse à ma dépêche du 2 février 1939, vous m'avez adressé, par lettre du 17 mars, le texte de l'accord visé ci-dessus et vous m'avez précisé les éléments de calcul de la rémunération forfaitaire à verser à la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, d'accord avec la Mission de Contrôle Financier, que ce texte n'appelle de ma part aucune observation.

Il demeure toutefois entendu que vous aurez à examiner si le taux de la rémunération forfaitaire doit, en raison des circonstances, subir des modifications pour 1940.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS,

Pour le Ministre et par autorisation :  
Le Conseiller d'Etat,  
Directeur Général des Chemins de fer  
et des Transports

Signé : René CLAUDON



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS.

Services financiers.

17 mars 1939

D.830/1

Monsieur le Ministre,

Par votre dépêche du 2 février dernier, vous avez bien voulu donner acte de la communication que je vous avais faite du texte de la Convention passée le 31 décembre 1938 entre la S.N.C.F. et M.le Gouverneur Général de l'Algérie.

Ainsi que vous me le demandez, j'ai l'honneur de vous soumettre, ci-joint, le projet d'accord spécial prévu à l'article 4 de la Convention.

Vous m'avez également demandé de vous fournir les éléments de calcul de la rémunération forfaitaire à verser à la S.N.C.F. (300.000 francs pour 1939), stipulée à l'article 5 de la Convention.

Ainsi que vous l'aurez constaté, le concours, qui sera fourni par la S.N.C.F. aux Chemins de fer Algériens (C.F.A.), revêtira un caractère à la fois technique et administratif.

En ce qui concerne le concours d'ordre technique, il prendra la forme de consultations, qui seront fournies, sur leur demande aux C.F.A. par de hauts fonctionnaires de la S.N.C.F. Nous avons estimé qu'un concours de cette nature, encore que forcément variable dans le temps, pouvait être forfaitairement évalué à l'ensemble de la rémunération annuelle d'un fonctionnaire supérieur de rang élevé, soit 150.000 fr.

Dans l'ordre administratif, le concours de la S.N.C.F. donnera également lieu à des consultations fournies par le Service du Personnel, les Services Financiers, le Service du Contentieux et le Service des Retraites; cette collaboration, qui se manifestera certainement moins fréquemment que celle visée ci-dessus, peut être évaluée à la moitié de la première, soit 75.000 fr.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

Il reste, par ailleurs, à tenir compte du travail d'exécution que ne manqueront pas d'entraîner, pour les Services Financiers ou divers Services comptables, les relations financières devant exister entre la S.N.C.F. et les C.F.A.. Il convient de citer notamment la tenue du compte courant ouvert aux C.F.A. dans nos livres et le paiement à nos guichets des mandats de fournisseurs et des mandats de retraites émanant des C.F.A.

Le travail relatif à la tenue du compte courant paraît de nature à occuper la moitié de l'activité d'un agent, soit 15.000 fr, sur la base d'une rémunération annuelle moyenne (y compris les charges patronales) de 30.000 fr.

Les autres travaux d'exécution sont trop diffusés pour qu'il puisse être question d'en chiffrer exactement le coût. Il a paru raisonnable de l'évaluer au traitement annuel de deux agents, soit 60.000 fr.

En définitive, la contribution fixée pour 1939 peut se décomposer comme suit:

3/2 du traitement d'un fonctionnaire supérieur....	225.000 fr.
5/2 du traitement d'un agent d'exécution .....	75.000 fr.
Total .....	300.000 fr.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil  
d'Administration.  
Signé: GUINAND



S.N.C.F.  
Services Financiers

Projet d'accord entre l'Algérie et la S.N.C.F.  
relatif au compte courant à ouvrir aux Chemins  
de fer algériens dans les comptes de la S.N.C.F.

-----

Article 1 - Il est ouvert dans les écritures de la S.N.C.F. un compte courant à vue au nom des Chemins de fer algériens.

Article 2 - Les dates de valeur à attribuer aux opérations passées en compte sont les suivantes :

- a) Pour les règlements effectués par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre au profit d'un tiers : le 15 du mois de règlement.
- b) Pour les encaissements effectués par l'une des deux Administrations pour le compte de l'autre : le 15 du mois de l'encaissement.
- c) Pour les opérations intéressant exclusivement les deux Administrations ( prestations de services ou fournitures) : le 15 du mois d'établissement des factures.
- d) Pour les versements à valoir en compte effectués par les C.F.A. : la date effective de l'encaissement par la S.N.C.F.
- e) Pour la prise en compte d'annuités financières ou de charges d'emprunt : les dates d'échéance de ces opérations.

Article 3 - Le taux d'intérêt alloué par la S.N.C.F. sur le solde créditeur du compte est égal au demi-taux d'escompte de la Banque de France.

Les Chemins de fer algériens disposent de la possibilité de bloquer partie des sommes figurant au crédit du compte, pour une durée déterminée, à un taux fixé en accord avec les Services Financiers de la S.N.C.F., selon les conditions du marché.

Article 4 - Le compte devra toujours présenter un solde créditeur si, à titre tout à fait accidentel, il faisait ressortir un solde débiteur, ce solde porterait intérêt au profit de la S.N.C.F. au taux des avances sur titres de la Banque de France, majoré de 2 %, la S.N.C.F. se réservant toutefois, dans un tel cas, le droit de clore le compte à tout moment.

Article 5 - Le compte fera l'objet d'un arrêté semestriel. Les intérêts résultant de cet arrêté seront portés au compte, valeur du 1<sup>er</sup> jour du mois du semestre suivant,

- 8 -

Ministère  
des  
Travaux Publics

-----  
Direction Générale  
des  
Chemins de fer  
et des  
Transports

-----  
1er Bureau  
-----

Paris, le 2 février 1939

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer

Par lettre du 4 janvier, vous m'avez adressé le texte de la Convention que la S.N.C.F. a passée le 31 décembre 1938 avec M.le Gouverneur Général de l'Algérie en vue de définir les conditions dans lesquelles la S.N.C.F. accepte de prêter son concours à l'exploitation des Chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie.

J'ai l'honneur de vous donner acte de cette communication.

Je vous prie de me soumettre l'accord spécial prévu à l'article 4 de la Convention et qui doit fixer les conditions de fonctionnement du compte courant de trésorerie qui sera ouvert au nom des C.F.A. dans les écritures de la S.N.C.F.

En outre, je vous demande de me fournir les éléments de calcul de la rémunération forfaitaire (300.000 fr. pour 1939) stipulée à l'article 5 de la Convention.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Signé : de MONZIE.